



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Des-journalistes-pris-pour-cibles-le-SNJ-interpelle-les-autorites-francaises>

Des journalistes pris pour cibles : le SNJ interpelle les autorités françaises (communiqué)



mythes et réalités - « Indépendance ? » Procès, violences et répression -
Date de mise en ligne : samedi 20 juin 2015

Description :

« Le SNJ interpelle le ministre de l'intérieur mais également Laurent Fabius qui doit se rendre à la fin de ce mois en Israël ».

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Nous publions un communiqué du SNJ, auquel nous nous associons pleinement (Acrimed).

Après le piratage de sites Internet et une première vague de sinistres canulars visant la vie privée de confrères l'an dernier, une nouvelle série d'attaques odieuses a été lancée cette semaine contre des journalistes français. « *Au moment où j'écris ces lignes, il est quatre heures du matin ce jeudi : le Samu, les pompiers et des policiers de différentes unités viennent de quitter mon appartement parisien. Vous l'avez deviné : Ulcan a encore frappé* », écrit ainsi une des victimes, Pierre Haski, de Rue89, qui le raconte jeudi sur le site d'information. Autre cible : Denis Sieffert, directeur de l'hebdomadaire *Politis*, lui aussi réveillé en pleine nuit par une descente de police à son domicile, et dans les locaux du journal.

Auparavant, plusieurs autres citoyens avaient été malmenés de la même manière : Pierre Stambul, co-président de l'Union Juive pour la Paix, qui milite pour le droit des palestiniens, et Jean-Claude Lefort, ancien député et ancien président de France-Palestine Solidarité. Le procédé est toujours le même : le hacker prend le contrôle de la ligne téléphonique de sa victime et appelle la police en inventant un drame qui mobilise les secours pour rien. « *Ça a beau être la deuxième fois que je suis censé avoir tué ma femme - la première fois était en août l'an dernier -, ça n'a pas empêché la mobilisation d'une trentaine de personnes de plusieurs corps pour débouler chez moi en pleine nuit* », poursuit Pierre Haski.

Le journaliste fondateur du site Arrêt sur Images a lui aussi été concerné : « *Le commissariat de mon arrondissement reçoit en pleine nuit l'appel d'un correspondant qui se fait passer pour moi. Ce correspondant affirme qu'il vient de tuer sa femme, et qu'il est retranché chez lui, prêt à tirer sur la police. Résultat ? Trente policiers de la BAC déployés dans l'escalier et dans la cour de mon immeuble, deux commissaires, une procureure adjointe, mes voisins réveillés au coeur de la nuit* », résume Daniel Schneidermann.

Comme il l'avait déjà fait en août 2014, le Syndicat national des journalistes, première organisation de la profession, apporte son total soutien aux victimes de ces attaques aussi lâches qu'indignes, qui portent atteinte aux droits fondamentaux de la presse, de la liberté d'expression et de la démocratie. Il se range résolument aux côtés des trois confrères dans toutes les démarches, plaintes, etc., qu'ils seront amenés à entreprendre.

Le SNJ interpelle les autorités françaises : où en est l'enquête ouverte sur les premiers événements d'août 2014 ? À l'époque, cette forme de harcèlement psychologique touchant également les proches des journalistes ciblés, avait provoqué le décès du père de Benoît Le Corre, notre confrère de Rue89. Un individu résidant en Israël, ex-membre en France de la « Ligue de Défense Juive », se faisant appeler Ulcan, est très fortement soupçonné d'être à l'origine de ces attaques.

Le SNJ réclame une nouvelle fois aux pouvoirs publics une réaction à la hauteur de ces tentatives de déstabilisation et demande au gouvernement de faire le nécessaire auprès de son homologue israélien pour faire cesser les agissements de ces activistes. Le SNJ interpelle le ministre de l'intérieur mais également Laurent Fabius qui doit se rendre à la fin de ce mois en Israël. Toutes les agressions se faisant sur le même *modus operandi*, la justice de ce pays doit collaborer avec les juges français. Le SNJ invite tous les journalistes à démontrer activement leur solidarité et à suivre de très près les suites données par les autorités françaises à ces agressions contre notre profession. Laisser se prolonger une telle impunité, c'est non seulement bafouer les règles élémentaires de la République mais aussi adresser un message de laisser-faire à des extrémistes qui entendent par tous les moyens faire taire les journalistes faisant leur travail en toute indépendance.

Paris, le 19 Juin 2015